

**DÉLIBÉRATION 2023 04 –
Débat d'Orientation Budgétaire 2023 sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire**

**Séance du Comité syndical du 13 février 2023
reportée au 21 février 2023 faute de quorum**

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule qu'un rapport d'orientations budgétaires présenté par le Président doit faire l'objet d'un débat au Comité syndical, dans un délai de deux mois précédant la présentation et le vote du budget, et ce conformément aux conditions fixées par l'article 16 de notre règlement intérieur.

Ce rapport doit comporter conformément aux dispositions du décret n°2016-841 du 24 juin 2016, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette, l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel sur le plan des rémunérations et du temps de travail.

Le rapport, annexé, a donc pour objet de présenter les éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre sur les orientations budgétaires de l'exercice 2023.

Il vous est donc proposé de prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2023 sur la base du rapport annexé à la présente délibération.

Le Président

DÉLIBÉRATION 2023 04 –

Débat d'Orientation Budgétaire 2023 sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire

Séance du Comité syndical du 13 février 2023 reportée au 21 février 2023 faute de quorum

Vu l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire ;

Considérant que dans un délai de deux mois précédent l'examen du budget, le Président présente au Comité syndical un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette ; que ce rapport donne lieu à un débat au Comité syndical, dans les conditions fixées par l'article 16 du règlement intérieur ;

Considérant que pour les établissements publics de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants ce rapport comporte l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, et du temps de travail ;

Considérant que ce débat permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires préfigurant les priorités qui seront inscrites dans le cadre du budget primitif 2023 ;
Sur le rapport du Président figurant en annexe ;

Le Comité syndical, après en avoir débattu,

PREND ACTE de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire 2023 sur la base du Rapport d'Orientation Budgétaire annexé.

Le Président,



Sylvain RAIFAUD

ANNEXE

Rapport du Président sur les orientations budgétaires 2023

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires. Le présent rapport a donc pour objet de présenter les différents éléments nécessaires au Comité syndical pour débattre des orientations budgétaires de l'exercice 2023.

Sommaire :

1. Le contexte général.....	4
1.1. Les principales évolutions du budget du Syndicat depuis 2017.....	4
1.2. Le contexte budgétaire du service Autolib'	5
1.3. Le contexte budgétaire du service Velib' Métropole	6
1.3.1. L'année 2022.....	6
1.3.2. Les évolutions à venir en 2023.....	7
2. La structure de la dette du Syndicat.....	7
3. Les projections budgétaires pour 2023.....	8
3.1. Les prévisions de recettes et de dépenses pour le service Autolib' en 2023.....	8
3.2. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget annexe du service Velib' Métropole en 2023	9
4. Les effectifs du Syndicat :	12
4.1. La structure des effectifs et des dépenses de personnel de l'exercice 2022.....	12
4.2. Les prévisions d'effectifs et de dépenses de personnel pour 2023 (budget principal et budget annexe Velib')	13
4.3. Le temps de travail pour l'ensemble du personnel.....	14
4.4. Le régime indemnitaire	14
4.5. La nouvelle bonification indiciaire (NBI).....	15

1. Le contexte général

1.1. Les principales évolutions du budget du Syndicat depuis 2017

Le Syndicat assume depuis 2017 deux activités distinctes inscrites dans son objet statutaire :

- La première compétence Autolib' faisait normalement l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget principal du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Autolib' dans le cadre de la délégation de service public. La résiliation de la concession intervenue en date du 25 juin 2018 a engendré une modification significative de la forme du budget principal, qui était auparavant constitué de flux financiers (redevances d'occupation, subventions d'équipement) qui ne faisaient que transiter par le Syndicat.

Ainsi, le Syndicat a eu l'obligation de recourir dès 2019 à l'appel de contributions auprès des collectivités adhérentes afin de pouvoir équilibrer ce budget. Cette forme sera reconduite en 2023 et perdurera sur les prochains exercices tant que la provision pour risque relative aux indemnités réclamées par la SA Autolib' suite à la résiliation n'est pas totalement constituée et que les procédures en lien avec la résiliation de la concession se poursuivent.

Par sa délibération du 15 mars 2019, le Syndicat a prévu de constituer en cinq ans une provision de 20 millions d'euros.

En date du 22 juin 2022, dans le cadre de la décision modificative n°1 du budget principal 2022, le Syndicat a approuvé l'augmentation de 12,5 M€ de cette provision, portant son montant à 32,5M€.

Ainsi, pour les deux dernières années de constitution de la provision (2022 et 2023), les versements des collectivités adhérentes ont été portés de 4M€ par an à 10,25M€ par an. Ceci a engendré une modification du montant des contributions annuelles de 2022 et de 2023 qui passe de 3 600€ à 9 211€ (soit + 5 611€) par station.

- La seconde compétence Velib' Métropole fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Velib Métropole, dans le cadre du marché public en cours. Les exercices 2018 et 2019 peuvent être qualifiés d'exercices transitoires car, du fait de dysfonctionnements lors de la mise en place du service, ils ne reflétaient pas l'activité initialement programmée dans le cadre du marché Velib' Métropole.

L'exercice 2020 quant à lui a vu une amélioration notoire du service, car sur les 1 400 stations qui auraient dû être ouvertes, 1 390 stations étaient en service avec un niveau de recettes usagers équivalent à ce qui pouvait être espéré au lancement du marché. L'exercice 2021 a vu un accroissement du service avec l'ouverture de 31 nouvelles stations portant le nombre de stations total à 1 421.

En 2022, le service a poursuivi son développement avec l'ouverture de 26 nouvelles stations portant le nombre de stations total à 1 447.

Les orientations budgétaires 2023 portent ainsi sur l'activité globale du Syndicat, elles sont présentées successivement pour chacune des activités Autolib' et Vélib Métropole. Les deux budgets doivent être équilibrés.

1.2. Le contexte budgétaire du service Autolib'

Jusqu'à la résiliation du contrat de DSP, la majorité des dépenses et des recettes inscrites étaient des opérations transitoires entre les collectivités membres et le délégataire (subventions d'équipement reçues puis reversées, redevances de voirie reçues puis reversées).

Le Comité syndical a, par délibération n° 2018 18 en date du 21 juin 2018, acté la résiliation de la délégation de service public (DSP) Autolib'.

Les conséquences budgétaires de cette résiliation ont été importantes, avec une baisse des recettes et une hausse des dépenses de fonctionnement.

Pour rappel, sur l'exercice 2022, les principales dépenses budgétées étaient :

- 1 853 050 euros pour le remboursement de l'emprunt (capital et intérêts) constituant la dernière échéance de l'unique emprunt en cours du Syndicat ;
- Des charges de personnel de l'ordre de 1 335 200 euros ;
- Des charges de gestion courante de 567 976 euros regroupant les honoraires et les contrats de prestation de service techniques sont des postes qui constituent des dépenses obligatoires consécutives aux différentes procédures liées à la résiliation de la DSP ;
- 10,25 millions d'euros de provisions pour risques, visant à couvrir l'indemnité estimée dans le cadre de la résiliation de la concession, le total se portant à 32,5 millions d'euros, étalés sur cinq exercices.

La principale recette de 12 076 220 euros était constituée par les contributions des Villes adhérentes, soit 10 841 euros par station arrêtée au 25 juin 2018, permettant de couvrir à la fois les dépenses du Syndicat et les provisions :

- 1 630 euros pour le fonctionnement du Syndicat ;
- 9 211 euros pour la constitution de la provision pour risques.

Ces éléments sont détaillés ci-dessous.

S'agissant de l'emprunt contracté en 2012, son remboursement s'est terminé en 2022. Sur l'exercice 2022, l'annuité était de 1,8 million d'euros en capital (1,8 million d'euros de capital restant dû au 31 décembre 2021), inscrit en investissement, et de 53 050 euros en intérêts, inscrits en section de fonctionnement.

S'agissant de la provision pour risques mise en place en 2019 consécutivement à la résiliation de la DSP, celle-ci est en cours de constitution par étalement sur cinq ans (2019-2023). Dans le cadre de la décision modificative n°1 du budget principal en date du 22 juin 2022, le Syndicat s'est prononcé sur la nécessité d'augmenter la provision initiale en portant le montant total de la provision à 32,5 millions d'euros en 2023.

En 2023, la constitution de la provision se poursuivra pour la cinquième et dernière année. Il sera proposé d'inscrire à ce titre 10,25 millions d'euros.

De même, comme les années précédentes, le budget Autolib' 2023 sera construit sur la base d'un appel à contribution des collectivités adhérentes. La contribution proposée en 2023 au budget principal sera inférieure à celle de l'exercice 2022 : compte tenu de l'estimation du résultat 2022 et du fait que l'emprunt s'est terminé en 2022, il sera proposé de la diminuer de 330 euros par station.

1.3. Le contexte budgétaire du service Velib' Métropole

Depuis le 8 février 2017, le Syndicat pilote la mise en place et l'exploitation du service Velib' Métropole.

Cette compétence optionnelle, sur adhésion spécifique des collectivités volontaires fait l'objet d'un budget annexe équilibré en recettes et dépenses dédié au service Velib' Métropole. Les crédits sont principalement inscrits en section de fonctionnement.

Le déploiement du service Vélib Métropole était initialement prévu sur la période de janvier à avril 2018 avec la mise en service de 1 400 stations. Toutefois, en raison de dysfonctionnements importants, le titulaire du marché n'a pas été en mesure d'assurer des termes du contrat de façon satisfaisante avant la fin d'année 2019.

Le contexte de mouvements sociaux et de grève des transports de la fin de l'année 2019 et début 2020 puis les mesures exceptionnelles prises pour faire face à la crise liée à la pandémie de Covid 19 ont provoqué une forte augmentation de la fréquentation du service Velib' Métropole. En dépit des contraintes sanitaires qui ont été imposées aux entreprises et aux salariés, Smovengo a pu assurer la continuité du service. Cette évolution positive s'est accompagnée d'une modification sensible de l'utilisation du service avec un usage très marqué des vélos à assistance électrique (VAE) par rapport à celui des vélos mécaniques (VM) qui représentaient pourtant plus de deux tiers du parc des vélos disponibles, ce qui a eu des incidences importantes sur les conditions d'exploitation du service.

1.3.1. L'année 2022

La structure du budget annexe a connu quelques évolutions au cours de cette année, avec l'apparition de nouveaux postes de dépenses :

- La compensation pour la surutilisation des vélos à assistance électrique comme défini par l'avenant 8 signé en 2021 ;
- La commande et l'exploitation de 31 nouvelles stations.
- Le niveau de l'intéressement a été revu dans le cadre de l'avenant 9 en intégrant une majoration de 3 points de pourcentage pour chacune des tranches définies à l'article 10 du PFDA modifié par l'avenant 4.

Les principales recettes du budget annexe Vélib' Métropole étaient composées :

- Des recettes des usagers, avec la mise en place d'une nouvelle grille tarifaire en août 2021 ;
- De la subvention de la Métropole du Grand Paris ;
- Des contributions obligatoires des collectivités adhérentes au fonctionnement du Syndicat pour sa compétence Velib' Métropole ;
- Des éventuelles recettes pour les prestations annexes.

Les principaux postes de dépenses comprenaient :

- Le paiement annuel de la prestation au forfait du marché Velib' Métropole (1 050 stations dont 1 010 à Paris) ;
- Le paiement annuel de la prestation au bordereau de prix unitaires (455 stations hors Paris dont 31 nouvelles stations) ;
- L'indemnité pour vol et vandalisme ;
- L'intéressement du titulaire du marché aux recettes usagers ;
- La surutilisation des VAE (avenant 8) ;
- L'exploitation des VAE supplémentaires (30% initialement, 40% aujourd'hui) ;
- Les dépenses des prestations complémentaires éventuellement commandées ;

- Les dépenses courantes de fonctionnement du Syndicat pour la gestion de la compétence Vélib' Métropole qui comprennent les dépenses de personnel dédiées au service, le remboursement au budget principal des personnels mutualisés, les charges de location et les honoraires pour diverses prestations, notamment d'assistance technique.

1.3.2. Les évolutions à venir en 2023

Les principales modifications prévues en 2023 sont :

- L'augmentation globale du coût du marché en raison de l'évolution de la valeur des indices figurant au contrat ;
- L'incidence financière des avenants 8 et 9, augmentant les montants à verser au prestataire ;
- Les dépenses liées à la commande de 25 nouvelles stations.

2. La structure de la dette du Syndicat

Le Syndicat a désormais complètement remboursé l'emprunt d'un montant de 18 millions d'euros d'une durée globale de 11 ans et cinq mois, strictement destiné à financer les investissements prévus en stations Autolib'.

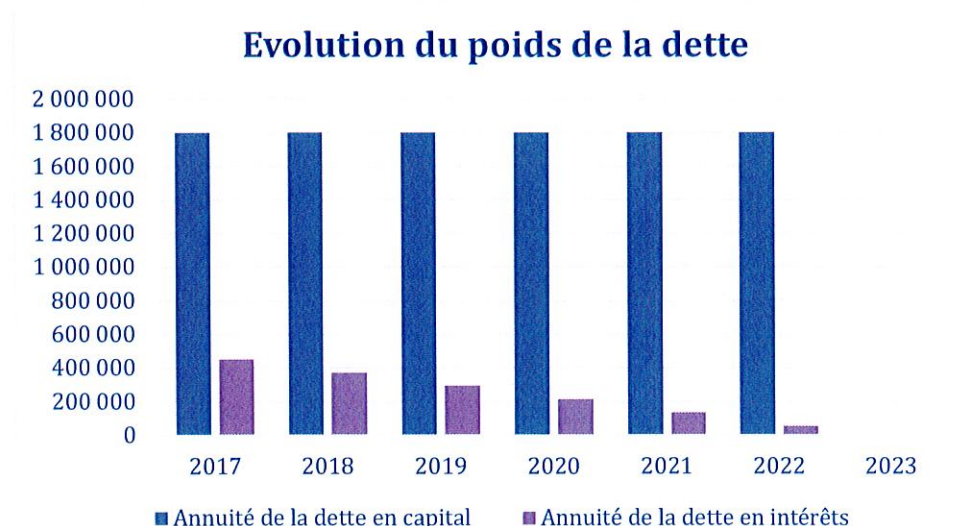
Ce prêt comportait une phase de mobilisation, de la date de signature du contrat jusqu'au 28 août 2012, période durant laquelle l'emprunteur effectuait des tirages et des remboursements au gré de ses besoins.

Ce prêt comportait une deuxième phase dite de consolidation d'une durée de 10 ans à compter du 28 août 2012.

Les caractéristiques de cet emprunt étaient les suivantes :

- Capital initial : 18 000 000,00€
- Durée initiale : 120 mois
- Date de mise en place : 28/08/2012
- Taux : 4,3650%

La classification GISSLER, dans sa charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales, classe cet emprunt dans la catégorie 1A.



Le capital amorti au 31/12/2022 est de 18 000 000 euros. Le capital restant dû est nul au 1^{er} janvier 2023.

3. Les projections budgétaires pour 2023

Le présent rapport détaille les projections pour 2023 des deux budgets : d'abord le budget principal concernant la compétence Autolib' puis le budget annexe concernant la compétence Velib'.

3.1. Les prévisions de recettes et de dépenses pour le service Autolib' en 2023

Les recettes 2023 pour le service Autolib' proviendront quasiment exclusivement des contributions des collectivités adhérentes :

- Une contribution des collectivités pour le fonctionnement du Syndicat dont le montant est estimé entre 1 100 et 1 300 € euros par station arrêtée au 25 juin 2018 (1,2 à 1,4 M€), le montant exact restant à préciser en fonction du résultat définitif de l'exercice 2022 ;
- La quote-part des moyens et services mutualisés pour le service Vélib' Métropole (1,2 million d'euros) ;
- La contribution des collectivités afin de couvrir la provision inscrite au budget dont le montant est estimé à 9 211 euros par station (10,25 millions d'euros).

Les dépenses 2023 pour le service Autolib' seront constituées essentiellement par :

- Les frais de fonctionnement du Syndicat (personnel, indemnités des élus, location des bureaux, frais divers) et les études et honoraires nécessaires suite à la résiliation dont le montant total est estimé à 2,1 millions d'euros, stables par rapport à 2022 ;
- La provision pour risques en cours de constitution (10,25 millions d'euros).

3.2. Les prévisions de recettes et de dépenses du budget annexe du service Velib' Métropole en 2023

Au budget annexe Velib' Métropole, sont prévus en dépenses pour 2023 :

- Le versement au titulaire du marché du montant annuel indexé (49,6 millions d'euros) ; Comme exposé précédemment, le coefficient provisoire de révision de prix, applicable au marché, passera de 13 % en 2022 à 26 % en 2023 et générera des dépenses supplémentaires à financer de l'ordre de 5 millions d'euros.

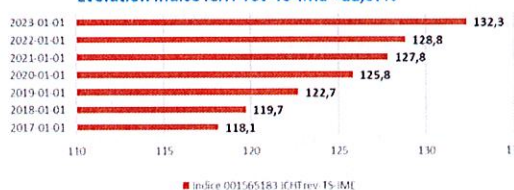
L'augmentation du coût du marché lié à l'évolution de la valeur des indices du marché

Le prix du marché Velib' Métropole dépend de deux indices :

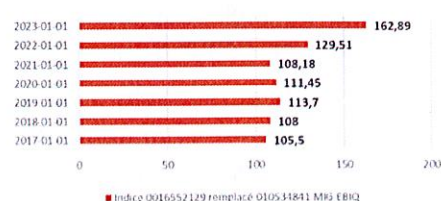
- ICHT-rev-TS-IME qui représente l'indice mensuel du coût horaire du travail,
- MIG EBIQ qui représente l'indice de prix de production de l'industrie française.

L'évolution de ces indices est représentée ci-dessous. Depuis 2018, ICHT-rev-TS-IME s'est accru de 12,07 % et MIG EBIQ de 54,40 %.

Evolution Indice ICHT-rev-TS-IME +12,07%



Evolution Indice MIG EBIQ + 54,40%



Par rapport à 2022, ICHT-rev-TS-IME s'accroît de 2,71 % et MIG EBIQ de 25,77 %.

Au total, l'augmentation globale du prix du marché est de 26 % depuis 2018, soit 11 % par rapport à 2022.

- Les dépenses de fonctionnement du Syndicat estimées à 2,6 millions d'euros resteront stables par rapport à 2022 :
 - Charges de personnel dédiées uniquement au service Vélib' Métropole (déploiement, contrôle, comptabilité, communication...) ;
 - Les dépenses spécifiques dédiées (marchés communication, juridique, AMO) ;
 - La quote-part des personnels (direction, vie institutionnelle, ressources humaines, finances/marché...), des services et moyens (locaux, logistique, ...) mutualisés avec le service Autolib'.
- L'indemnité pour vol et vandalisme des vélos et des stations pour un montant de 1,6 million d'euros, ce montant correspondant au maximum défini dans le marché ;
- L'intéressement du titulaire du marché aux recettes usagers et la compensation de la surutilisation des vélos au cours de l'année antérieure pour un montant de 7,8 millions d'euros : ce montant augmente de près de 3 millions d'euros par rapport à 2022 en raison de l'augmentation importante des recettes usagers en 2022 ;

- L'installation et l'exploitation de stations supplémentaires (1,8 million d'euros) ;
- Le surcoût lié à l'augmentation des VAE (1,2 million d'euros contre 0,8 million d'euros l'an dernier) ;
- L'exploitation des vélos stations au-delà de 1402 (0,4 M€)
- Des dotations aux amortissements pour un montant de 5 195,62 €.

En 2023, le budget du service sera donc marqué par les conséquences de l'accroissement des indices du marché sur le coût de l'exploitation des stations (+12 %).

Certaines dépenses, à budgéter en 2023 mais liées à la progression des usages en 2022 (intéressement du prestataire aux recettes et compensation de la surutilisation des vélos) seront également en progression.

Au total, le montant des dépenses est estimé à 65,1 M€ et est donc en forte progression par rapport à 2022 (+ 9,1 M€, soit + 16,3 %).

En recettes, le budget annexe Velib' Métropole sera composé :

- Des recettes usagers :

Les recettes usagers avaient connu une croissance très importante durant l'année 2020 suite au plein déploiement du service, et cela dans le contexte très particulier des grèves en début d'année et du contexte sanitaire peu après.

En 2021, le contexte a été lui aussi très particulier avec la poursuite des restrictions (couvre-feu et confinement) et l'accroissement du recours au télétravail. De plus, une nouvelle grille tarifaire a été mise en place en août dernier. Finalement, le niveau de recettes usagers en 2021 a été très légèrement inférieur à la réalisation de 2020 (- 3 %).

Pour 2022, avec les effets de la nouvelle grille tarifaire, et alors que le contexte sanitaire s'améliorait, une hausse des recettes était attendue, avec un objectif de l'ordre de 22 millions d'euros. Au final, les recettes se sont élevées à 25,35 millions d'euros, soit près de 4 millions d'euros de plus que le montant budgété.

Pour 2023, compte tenu de la tendance constatée sur les usages en 2022 (hors effets de la nouvelle grille tarifaire donc), le montant des recettes usagers peut être estimé à 27,1 millions d'euros (+ 7 % par rapport à 2022). Ce montant ne prend pas en compte une éventuelle augmentation tarifaire qui pourrait être décidée afin de contribuer à équilibrer le présent budget.

- D'une subvention de la Métropole du Grand Paris (MGP) de 5,7 millions d'euros (4 millions d'euros au titre des stations de la première phase de déploiement et 1,7 million d'euros pour les nouvelles stations) en l'état de la convention qui lie la MGP et le Syndicat ;
- Des contributions obligatoires des collectivités adhérentes à l'option Velib' Métropole sur la base de 1 472 stations dont 1 010 stations pour la Ville de Paris et 462 stations pour les communes hors de Paris.

En l'absence d'autres recettes, d'augmentation des tarifs et d'évolution du montant de la subvention de la MGP, ces contributions doivent être augmentées au niveau permettant l'équilibre du budget annexe. Il en résulte, en l'absence de décision sur ces trois composantes, les montants suivants :

- 1200 euros par station au titre de la contribution de fonctionnement du Syndicat pour l'ensemble des collectivités ;
- 23 309 euros par station au titre de la contribution d'exploitation du service pour la Ville de Paris ;
- 13 309 euros par station au titre de la contribution d'exploitation pour les collectivités hors Paris ;

Soit au total 31,5 millions d'euros de contribution venant des collectivités.

Pour Paris, le montant de la contribution par station augmenterait de 22,5 % et pour les communes hors Paris de 45,1 %.

- Du remboursement de frais de dépose, de repose et de neutralisation des stations pour 0,3 M€
- D'autres produits exceptionnels pour 0,5 M € (annulations de mandats sur exercices antérieurs).

Le montant des recettes à inscrire au budget annexe en 2023 est donc estimé à 65,1 M€. Il est en augmentation de 9,1 M€, soit + 16,3 %.

En l'état de ces orientations budgétaires, l'équilibre du budget annexe est principalement obtenu par la forte augmentation des contributions des collectivités adhérentes. Le maintien du montant par station versé par ces dernières générerait un besoin de financement de 6,6 M€.

D'autres solutions permettant l'équilibre du budget annexe sont en cours d'étude, notamment l'augmentation de certains tarifs. Le choix final devra être arrêté en même temps que le vote du budget du Syndicat, le 21 mars 2023.

4. Les effectifs du Syndicat

Comme exposé précédemment, la structure budgétaire du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole se compose d'un budget principal et d'un budget annexe dédié au service Vélib' Métropole (régie Vélib').

Les éléments présentés ci-dessous sont établis sur la base des données agrégées des deux budgets.

4.1. La structure des effectifs et des dépenses de personnel de l'exercice 2022

La répartition des effectifs budgétaires par filière et par catégorie au 31 décembre 2022 est la suivante :

Filières	Titulaires			Contractuels			Total
	A	B	C	A	B	C	
Administratif	4	4	3	4	-	-	15
Technique	4	-	3	2	-	-	9
TOTAL	8	4	6	6	0	0	24

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, **l'effectif**, par rapport aux prévisions de l'année 2022, est resté constant.

Comme les années précédentes, une répartition du pourcentage entre Autolib' et la Régie Velib' a été opérée sur l'année 2022. Le budget du personnel a sensiblement diminué pour les 2 budgets Autolib' et Velib' malgré une augmentation de la refacturation.

Les dépenses de rémunération

Les dépenses de rémunération réalisées en 2022 tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires et les avantages en nature se répartissent de la manière suivante :

Éléments de rémunération	Masse salariale globale au 31/12/2022 en €	Proportion %
Traitements indiciaires	726 554,31€	46,23%
Régimes indemnitaires	395 733,45 €	25,18%
Nouvelles bonifications indiciaires	4 332,50 €	0,28%
Heures supplémentaires	0,00 €	0,00%
Avantages en nature	0,00 €	0,00%
Contributions employeur	440 173,59 €	28,01%
Autres éléments de rémunération	4 805,34 €	0,31%
Total	1 571 599,19 €	100,00%

Les dépenses réalisées par activité en 2022 sont les suivantes :

	Coût réalisé par activité initial 2022
Autolib'	141 245,47 €
Velib'	1 430 353,72 €
TOTAL de la masse salariale	1 571 599,19 €

Les montants refacturés s'établissent de la manière suivante au 31 décembre 2022 :

	Budget 2022	Réalisé	Solde au 31/12/2022
Budget principal	1 335 200,00 €	1 249 296,94 €	85 903,06 €
Budget annexe	1 445 000,00 € dont 1 060 000,00 € de refacturation	1 430 353,72 € dont 1 108 051,47 € de refacturation	14 646,28 €
TOTAL	2 780 200,00 €	2 679 650,66 €	100 549,34 €
TOTAL hors refacturation	1 720 200,00 €	1 571 599,19 €	

Le personnel 100 % Velib' est affecté sur le budget annexe de la Régie Velib' et la refacturation concerne les agents exerçant principalement les fonctions mutualisées.

Comme indiqué ci-dessus, la refacturation pour l'année 2022 s'élève à 1 108 051,47 €.

4.2. Les prévisions d'effectifs et de dépenses de personnel pour 2023 (budget principal et budget annexe Velib')

Au cours de l'année 2023, l'effectif global du personnel **devrait très légèrement augmenter passant de 24 à 25 agents**. Cette augmentation est due à la transformation d'un poste de stagiaire, non pourvu, en emploi à plein temps sur lequel le recrutement devrait être plus aisé.

Filières	Titulaires			Contractuels			Total
	A	B	C	A	B	C	
Administratif	5	4	3	4	-	-	16
Technique	4	-	3	2	-	-	9
TOTAL	9	4	6	6		0	25

La masse salariale globale devrait s'établir à 2 907 000 euros en 2023 en tenant compte du GVT, de l'augmentation du point d'indice et du transport ainsi que de la réintégration d'un agent à la suite de détachement et du recrutement d'un agent. L'augmentation **de la masse salariale** hors refacturation serait donc de **4,56 %**.

	Prévision BP 2023	BP (voté) 2022
Budget principal	1 210 000,00 €	1 335 200,00 €
Budget annexe	1 697 000,00 € dont 1 065 000,00 € de refacturation	1 445 000,00 € dont 1 060 000,00 € de refacturation
TOTAL	2 907 000,00 €	2 780 200,00 €
TOTAL (hors refacturation)	1 842 000,00 €	1 720 200,00 €

La refacturation prévisionnelle pour l'année 2023 devrait s'élever à **1 065 000,00 €**.

La prévision par activité 2023 serait donc :

	Prévision par activité BP 2023	BP (voté) 2022
Autolib'	145 000,00 €	275 200,00 €
Velib'	1 697 000,00 €	1 445 000,00 €
TOTAL (hors refacturation)	1 842 000,00 €	1 720 200,00 €

4.3. Le temps de travail pour l'ensemble du personnel

Les agents du Syndicat (Autolib' et Velib'), sous réserve de l'accord de la hiérarchie, peuvent choisir parmi 4 temps de travail hebdomadaires (35h15 ; 36h30 ; 37h30 et 38h20).

De plus, une diversité de cycles de travail hebdomadaires est proposée aux agents (4, 4,5 et 5 jours) pour leur permettre une plus grande souplesse et flexibilité organisationnelle et une meilleure articulation entre leur vie professionnelle et leur vie privée.

Le temps de travail hebdomadaire peut également s'effectuer en télétravail à raison de 2 jours maximum par semaine pour un cycle de 5 jours, 1,5 jours pour un cycle de 4,5 jours et 1 jour maximum pour un cycle de 4 jours. Le nombre de jours de télétravail pourra être modifié en fonction des mesures gouvernementales relatives à la crise sanitaire.

4.4. Le régime indemnitaire

Le régime indemnitaire mis en œuvre pour l'ensemble des agents du Syndicat est le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP).

4.5.La nouvelle bonification indiciaire (NBI)

Cinq fonctionnaires (trois en catégorie A, un en B et un en C), bénéficient au titre de leur fonction d'encadrement et ou des spécificités du poste d'une NBI de 10 à 25 points.

Accusé de réception en préfecture
075-200021624-20230221-2023-04-DE
Date de réception préfecture : 21/02/2023